



## **RAPPORT ANNUEL GEWEP III**

*Période de Rapportage : 01 janvier – 31 décembre 2021*

### **PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE :**



# Table des matières

1. GÉNÉRALITÉS .....	3
2. CONTEXTE en 2021 .....	3
3. RÉSULTATS .....	4
3.1.1. Résultats au niveau de la production .....	4
☞ Outputs related to/ Résultats liés à la formation des femmes sur les activités génératrice de revenus.....	5
3.1.2. Outcome level results .....	5
3.2. Norm Change .....	6
• Output level results.....	6
☞ Résultats liés aux hommes et garçons engagés .....	6
☞ Résultats liés aux rôles des leaders traditionnels.....	7
• Outcome level results .....	7
• Output level results.....	7
• Outcome level results .....	8
• Output level results.....	9
• Outcome level results .....	10
3.5. Resilience .....	11
• Output level results.....	11
• Outcome level results .....	12
4. EXEMPLE D'EFFICACITÉ DES COÛTS .....	12
5. REVIEW, RESEARCH AND EVALUATION.....	13
5.1. Etude d'évaluation d'impact des microentreprises financées par le projet gewep iii dans les régions de Ségou et de Mopti / Rapport Etude Microentreprise GEWEP VP 2021.docx .....	13
5.2. Women (in vsla) respond to COVID-19 : Les Groupes d'Épargne Répondent au COVID19 au Mali / Rapport Final WOMEN RESPOND 2021_Round4_Mali (1).pdf .....	13
5.3. Etude de base .....	14
6. CARE MARKER SCORES.....	14
7. RISK MANAGEMENT.....	17

## 1. GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Nom du bureau de pays : CARE International au MALI
- 1.2 Nom du programme : Projet Empowerment des Femmes et Filles (GEWEP III)
- 1.3 Nom du responsable du programme GEWEP III : Abdoulaye Moussa TOURE
- 1.4 Nom du responsable du suivi et de l'évaluation : Olivier KEITA
- 1.5 Nom du responsable du rapport financier : ABOUTA ROMUALD
- 1.6 Période de référence : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021

### Deadlines

Document	Deadline	Submitted date
Result Framework with data for 2021 for all indicators, outcome and output level.	28 February	
DRT with data of outcome level survey 2021	28 February	
Financial report 2021	28 February	
Risk matrix	31 March	
Current narrative document	31 March	
Partners capacity self-assessment reports and capacity strengthening plans	31 March	

## 2. CONTEXTE en 2021

Depuis 2012, le Mali est confronté à une crise sociopolitique et sécuritaire dans le septentrion du pays, étendue aux régions du centre, au sahel occidental et à certaines localités du sud du pays. Cela a favorisé à engendrer l'effritement de l'économie et la cohésion sociale dans certains endroits du pays avec plus d'impact sur les femmes et filles (cible du projet).

En 2020, la crise sanitaire COVID 19 a détérioré d'avantage l'économie du pays. Comme si le malheur ne vient pas seul, un second coup d'Etat militaire a conduit le pays dans une phase de transition avec son corolaire de crises politiques avec la CEDEAO et l'UEMOA (non-respect des engagements relatifs aux élections, ce qui a conduit aux sanctions contre le pays à savoir la fermeture des frontières, gèle des avoirs du pays au niveau de la BCEAO).

L'année 2021 a été marquée aussi par une crise diplomatique avec certains états européens, ce qui conduit à la décision de désengagement de Barkhane et de la force TAKUBA, le renvoi de l'ambassadeur de France, entre autres.

Comme conséquences de toutes ses crises, les communautés de la zone d'intervention du projet ont subi de multiples attaques perpétrées par les groupes armés, qui ont eu comme conséquences des déplacements des populations de la zone d'intervention du projet. Ceci a surtout affecté les femmes et les enfants (dégradation de la situation économique et sociale, restriction des mouvements/déplacements dont certaines conséquences humanitaires ont été adressées par le projet., ...)

La crise sanitaire (COVID-19) a aggravé la situation socioéconomique des femmes et des filles avec l'effritement de leurs activités génératrices de revenus/microentreprises.

Malgré les actions initiées par le projet dans le cadre du positionnement politique des femmes et filles, force est de reconnaître que le report des élections et les dates non connues pourront affecter l'engagement des femmes et des filles qui se sont positionnées pour briguer les postes de responsabilités.

Afin de mitiger ces différentes conséquences et dans le souci de relever les défis qui s'imposent, l'équipe du projet a diligenté les stratégies/approches adaptées en vue de contribuer sinon renforcer la résilience des communautés avec l'emphase sur les couches les plus vulnérables que sont les femmes et les filles. Le projet a œuvré dans une logique de complémentarité et de mutualisation des efforts en vue de garantir l'alignement de ses interventions aux priorités des communautés voire de l'Etat Malien dans une dynamique de partenariat avec les autres intervenants et les organisations de la société civile.

### 3. RÉSULTATS

#### 3.1. Justice économique pour les femmes

##### 3.1.1. Résultats au niveau de la production

Outputs related to		Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
VSLA	GOP 1.1.1	# of new VSLA groups established	2 950	2 810	95%.
	GOP 1.1.2	# of VSLA women in newly established VSLA groups in GEWEP III	61 950	59 509	96,05%
	GOP 1.1.3	% average drop-out rate	0%	0%	0%
	GOP 1.1.4	# of PwD who are members of VSLA	0	132	114 femmes soit 86,36% et 18 hommes soit 13,64%
Links to Formal Financial Service	GOP 1.2.1	# of women in VSLAs linked to formal financial service providers	1 239	2 720	219%
	GOP 1.2.2	# VSLA groups linked to formal financial services	148	128	86%
	GOP 1.2.3	# of women using mobile banking and/or digital VSLA	147	0	0%
Training of women on Income generation	GOP 1.3.1	# of women trained on IGA/business skills	30 996	38 125	123%.

#### ☞ Outputs related to

##### GOP 1.1.1. # of new VSLA groups established

Durant 2021, 2 810 VSLA ont été mis en place dans les 04 régions dont 2 686 MJT soit 96% et 24 groupements d'hommes (CJT) soit 4%.

##### GOP 1.1.2. # of VSLA women in newly established VSLA groups in GEWEP III

Au total, les groupements comptent **62 916 membres** dont **59 509 femmes et filles (58 905 femmes et 604 filles)** soit un taux de **94,58%** et 3 407 hommes soit **5,42%**.

##### GOP 1.1.3. % average drop-out rate

Sur la base des données MIS, aucun n'abandon n'a été enregistré courant 2021 au sein des membres des 2 810 groupements VSLA mis en place.

##### GOP 1.1.4. # of PwD who are members of VSLA

Dans les groupements VSLA, il a été dénombré 132 personnes vivant avec handicap dont 114 femmes soit 86,36% et 18 hommes soit 13,64%. Parmi ces groupements, seulement un (01) est composé uniquement de personnes vivant avec handicap (35 membres). Les handicaps sont de nature physique.

Malgré qu'il ne soit pas un indicateurs clé du projet, l'équipe a jugé pertinent de faire ressortir cet aspect d'inclusivité au sein de GEWEP III.

#### ☞ Outputs related to/

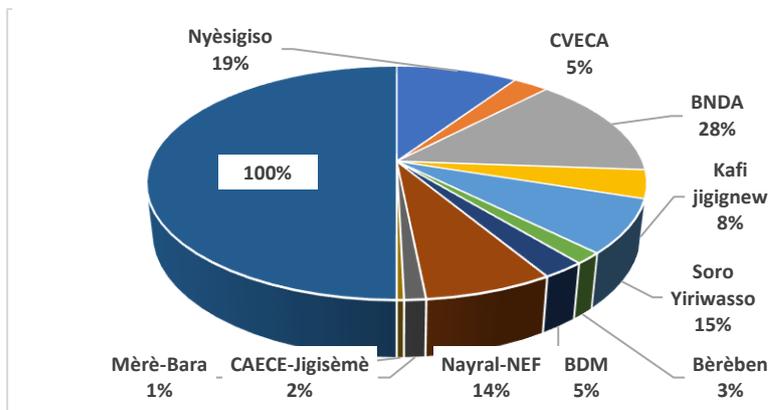
##### GOP 1.2.1. # of women in VSLAs linked to formal financial service providers

Courant l'année 2021, **2 738 membres** des groupements VSLA dont **2 720 femmes soit 99% et 18 hommes soit 1%** des 04 régions ont établis des liens formels avec les IFM/banques. Ce résultat tangible a été obtenu suite aux ateliers (02 jours/atelier) de mise en relation des femmes VSLA et les représentant des IMF/banques et aux séances d'animation tenues sur l'importance de la collaboration avec les IMF/banques auprès des groupements MJT. Le taux de 219% est obtenu grâce aux actions de sensibilisation menées auprès des membres des groupements ainsi que les négociations faites auprès des IFM/banques en vue d'adapter les produits aux besoins prioritaires des femmes VSLA.

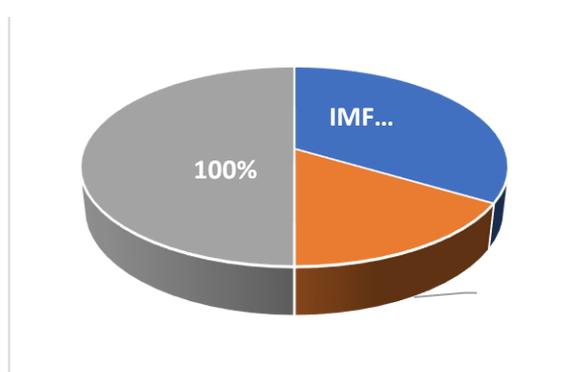
### GOP 1.2.2. # VSLA groups linked to formal financial services/

Durant l'année 2021, des sessions de sensibilisation/renforcement de capacité et des cadres de concertations sur l'inclusion financière des groupes VSLA ont été conduites. Grâce à ces actions **128 groupes dont 84 groupements VSLA soit 65,62% et 44 réseaux VSLA soit 34,38%** ont établi des liens formels avec IMF/Banques. Les graphiques ci-dessous, *informent* sur les différents taux par IMF/banques.

**Figure 1 :** Taux de liens par IMF et banques



**Figure 2:** Taux de lien par IFM/banques



### GOP 1.2.3. # of women using mobile banking and/or digital VSLA

Le plus gros défi du projet reste encore l'opérationnalisation du Mobile Banking. Malgré les actions menées par le projet depuis 2017, force est de reconnaître qu'à présent l'équipe a du mal à avoir l'accompagnement des IMF/banques indispensable pour cela.

Courant 2021, avec les négociations poussées entre l'équipe du projet (CARE et ONG partenaires) et l'institution de microfinance SAMA MONEY donnent espoir pour une première phase pilote du mobile Banking.

A la suite de ces démarches des projets de conventions ont été proposés et qui restent à l'appréciation des femmes MJT après une première analyse des responsables du projet.

### ☛ Outputs related to/ Résultats liés à la formation des femmes sur les activités génératrice de revenus

#### GOP 1.3.1. # of women trained on IGA/business skills

Au cours de l'année 2021, **1 208 séances d'animation** ont été organisées sur les compétences IGA/business au bénéfice des femmes et filles qui mènent des AGR/entreprises. Au total **38 125 participantes** ont bénéficié de ces formations/animations sur une prévision de **30 996 femmes et filles**, soit un taux de réalisation d'environ **123%**. Ce dépassement est dû au fait que les femmes des groupements VSLA de 2020 n'ayant pas bénéficié de la formation sur la thématique ont été prises en compte dans les animations.

#### 3.1.2. Outcome level results

Outcome	Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target	
Women Economic Justice	GOC 1.1	% of women who report they are able to equally participate in household financial decision-making	22,43%	22,43%	0%
	GOC 1.2a	% of women in the impact groups who are users of formal financial services	23,15%	23,15%	0%
	GOC 1.2b	% of women in the impact groups who are users of informal financial services	100%	100%	0%
	GOC 1.3	Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for women's economic empowerment	0	0	0%
	GOC 1.4	% of women trained on IGA/business who successfully earn extra income	50,44%	50,44%	0%

### GOC 1.1 : % of women who report they are able to equally participate in household financial decision-making

Cette mesure a été faite auprès des femmes membres des groupes VSLA mis en place entre mars 2020 et juin 2021. Le résultat. (22,43%) s'explique par le fait que les femmes à travers les revenus de AGR qu'elles mènent arrivent à participer financièrement aux dépenses de leurs ménages. Ce qui a permis de prendre en compte leurs avis dans la prise de décision financière des ménages.

### GOC 1.3 : Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for women's economic empowerment

Changements dans les politiques, la législation, les programmes publics et/ou les budgets pour l'autonomisation économique des femmes.

Durant la période, il n'y a pas eu changement de politique, législation pour l'autonomisation des femmes et filles. Les femmes et les filles des groupes VSLA, les organisations faitières membres des coalitions, les hommes et garçons des coalitions, groupes de soutien et les leaders religieux et traditionnels, les communicateurs traditionnels, ont été informés et formés sur le contenu des politiques, législations, ... national et africain et international existant en faveur des femmes et filles. Il s'agit : cf. fichier joint :



Les%20instruments%  
20juridiques.docx

GOC 1.4 : % of women trained on IGA/business who successfully earn extra income % de femmes formées sur les AGR/entreprises qui réussissent à obtenir un revenu supplémentaire.

## 3.2. Norm Change

### Output level results

Outputs related to		Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
Men and boys engaged	GOP 2.1.1	# of men that participated in reflection on norms on gender roles and gender equality / # d'hommes ayant participé à une réflexion sur les normes relatives aux rôles des hommes et des femmes et à l'égalité des sexes.	1 710	2 005	117%.
	GOP 2.1.2	# of men who had taken concrete action(s) to reduce gender equality in their households, their workplace or in their communities / # d'hommes ayant pris des mesures concrètes pour réduire l'inégalité des sexes dans leur foyer, sur leur lieu de travail ou dans leur communauté.	1 440	1 320	91,66%
Traditional leader roles	GOP 2.2.1	# of religious and traditional leaders engaged / # de chefs religieux et traditionnels engagés	1 840	1 475	80,16%

### 🔗 Résultats liés aux hommes et garçons engagés

#### GOP 2.1.1: # of men that participated in reflection on norms on gender roles and gender equality.

Durant l'année 2 005 *hommes dont 1 755 hommes et 250 garçons* membres des comités GBV ont participé aux réflexions/échanges sur les causes et conséquences des VBG et la gestion des cas survenus dans leurs localités. Les comités GBV composés d'hommes et de femmes, de leaders religieux et traditionnels, ont :

- Enclenché des initiatives de sensibilisation et de conscientisation auprès des hommes en vue de mitiger les VBG dans les communes couvertes par le programme GEWEP III et de développer l'esprit de la masculinité saine et positive ;
- Posé les jalons d'un groupe solidaire à base communautaire pour lutter contre les VBG dans la durabilité.

#### GOP 2.1.2: # of men who had taken concrete action(s) to reduce gender equality in their households, their workplace or in their communities

Les actions de renforcements des capacités des hommes et garçons des groupes de soutien sur la masculinité saine et positive et les VBG ont engendré un changement de mentalité et de comportement ayant conduit à la réduction des inégalités des sexes dans leurs foyers, les lieux de travail et aussi dans leurs communautés, avec l'appui des agents du projet. Durant l'année 2021, les comités GBV ont géré au moins 40 cas de GBV. Sur ces cas, 11 ont été référés aux établissements de santé grâce aux efforts des comités GBV.

## 📌 Résultats liés aux rôles des leaders traditionnels

### GOP 2.2.1: # of religious and traditional leaders engaged # de chefs religieux et traditionnels engagés

Les sessions de sensibilisation et de formation sur la masculinité saine et positive bénéficiées par les 338 leaders religieux des 04 régions (Bougouni, Ségou, Mopti et Tombouctou) leurs ont permis de s'engager auprès de leurs pairs dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Sur une prévision de 306 leaders, 338 ont été engagés soit un taux de réalisation de 110,45%

### 🌈 Outcome level results

Outcome		Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
Norm Change	GOC 2.1	% of men who agree that a woman has a place in household financial decision making	0%	83,53%	83,53%
	GOC 2.2	% of men who agree that a wife should tolerate being beaten to keep the family together	0%	65,57%	65,57%
	GOC 2.3	Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for gender based violence	0%	0%	0%

#### GOC 2.1 : % of men who agree that a woman has a place in household financial decision making

Ce résultat de 83,53% résulte des effets induits du projet depuis 2020 (année de démarrage du projet) avant l'étude de base (fin 2021). Les hommes et garçons cibles de l'enquête de base avaient déjà bénéficié des actions de renforcement du projet.

#### GOC 2.2 : % of men who agree that a wife should tolerate being beaten to keep the family together

Idem à GOC 2.1

#### GOC 2.3 : Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for gender based violence

Durant la période, il n'y a pas eu changement de politique, législation pour l'autonomisation des femmes et filles. Les femmes et les filles des groupes VSLA, les organisations faitières membres des coalitions, les hommes et garçons des coalitions, groupes de soutien et les leaders religieux et traditionnels, les communicateurs traditionnels, ont été informés et formés sur le contenu des politiques, législations, ... national et africain et international existant en faveur des femmes et filles. Il s'agit : cf. fichier joint :



Les%20instruments%  
20juridiques.docx

Afghanistan: Please remember to include unique indicators (i.e. on women's rights).

### 3.3. CSO strengthening

#### 🌈 Output level results

Outputs related to		Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
Women leadership	GOP 3.1.1	# of women trained on leadership skills	30 996	35 945	115,96%
CSO capacity	GOP 3.2.1	% of funds transferred to partners who work for gender equality	0%	65%	65%
	GOP 3.2.2	# of CSOs that implement capacity building during the reporting year	7	7	100%

☞ Résultats liés à Capacité des OSC

**GOP 3.1.1: # of women trained on leadership skills**

Au total **35 945 femmes et filles dont 35 187 femmes soit 98% et 758 filles soit 2%** ont été renforcées sur le leadership féminin et au programme des talents. Ce résultat est obtenu grâce à la stratégie adoptée par projet. Il s’agit des formations formelles à travers les ateliers de **02-03 jours** et les fora/animations d’un **(01) jour**.

**GOP 3.2.1 : % of funds transferred to partners who work for gender equality % de fonds transférés aux partenaires qui travaillent pour l'égalité des sexes**

Sur la base des fonds transférés (65% du budget annuel du projet), les partenaires ont atteint un burn rate de 98% malgré le contexte de crise sociopolitique, sécuritaire et sanitaire que connaît le pays.

**GOP 3.2.2 : # of CSOs that implement capacity building during the reporting year/ # d'OSC qui ont mis en œuvre le renforcement des capacités au cours de l'année considérée.**

Les sept (07) ONG d’implémentation du projet a bénéficié courant l’année 2021 des actions de renforcement de capacités organisationnelles (GCOZA), connaissances (AMAPROS, ASSAFE, ARDIL, CAID, YA G TU et CAEB) et en matériels/équipements (ASSAFE/AMAPROS).

📊 Outcome level results

Outcome		Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
CSO strengthened	GOC 3.1	% of women in VSLA who takes decision-making positions in formal (government) and informal (civil society, private) sectors % de femmes dans les VSLA qui occupent des postes de décision dans les secteurs formel (gouvernement) et informel (société civile, privé).	0%	37,89%	37,89%
	GOC 3.2	Partner capacity score (on leadership, strategic management, financial management, gender, governance, service delivery, advocacy, sustainability) Score de capacité des partenaires (sur le leadership, la gestion stratégique, la gestion financière, le genre, la gouvernance, la prestation de services, le plaidoyer, la durabilité).	%	4.37	4.37
	GOC 3.3	Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for gender equality Changements dans les politiques, la législation, les programmes publics et/ou les budgets en faveur de l'égalité des sexes.	0	0%	0%

**GOC 3.1: % of women in VSLA who takes decision-making positions in formal (government) and informal (civil society, private) sectors**

L’instabilité politique avec les multiples reports des élections (municipalité, législatif et présidentiel) et la mauvaise gouvernance ont beaucoup affecté l’évolution des statistiques en ce qui concerne le positionnement politique des femmes dans les secteurs formel et informel.

**GOC 3.2 : Partner capacity score (on leadership, strategic management, financial management, gender, governance, service delivery, advocacy, sustainability)**

De façon globale, le score de capacité des partenaires apparait satisfaisant, néanmoins l’accompagnement va se poursuivre non seulement pour renforcer les acquis mais aussi pour corriger les GAP issus des évaluations et des audits.

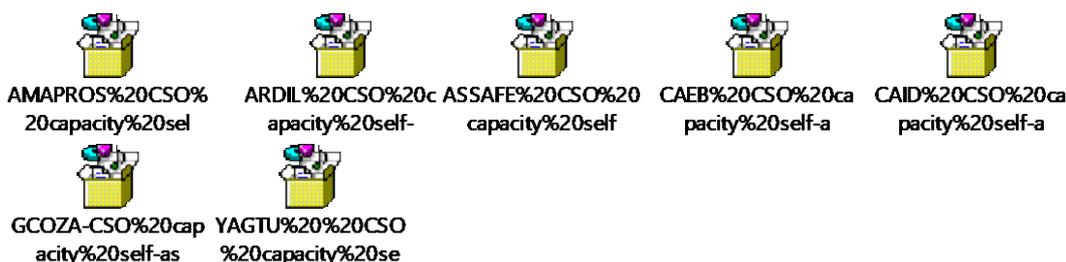
**GOC 3.3: Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for gender equality Changements dans les politiques, la législation, les programmes publics et/ou les budgets en faveur de l'égalité des sexes.**

Idem à GOC 2.3

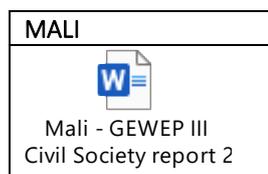
☞ Partners capacity self-assessment

A la lumière des analyses des différentes auto évaluation des partenaires d’implémentation du projet, il est ressorti une fois de plus des besoins de renforcement des capacités d’accompagnement de CARE à l’endroit de ses partenaires en vue d’améliorer la gouvernance en leur sein, de les doter de politique et stratégie pour leur permettre d’être plus opérationnelles et donner du coup des résultats de qualité au bénéfice des communautés. Pour se faire CARE s’est engagé dans le cadre de GEWEP à ne ménager aucun effort pour cet accompagnement dans un cadre partenarial win – win.

Pour l'équipe GEWEP, l'outil est certes innovant mais le renseignement par certains partenaires semble être subjectif dans la mesure ou un constat d'incohérence entre la notation et les commentaires se sont fait remarqués. La question que l'on pourrait se poser est de savoir si c'est pas incompréhension de l'outil ou de façon délibérée.



### Narrative reporting on strengthening civil society



### 3.4. SRHR

#### Output level results

Outputs related to		Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
Knowledge	GOP 4.1.1	# of people trained or exposed to awareness-raising on SRHR # de personnes formées ou sensibilisées sur les SDSR	3 538	10 754	304%
Health services	GOP 4.2.1	# of health staff trained on SRHR skills provision # de personnels de santé formés à l'acquisition de compétences en SDSR	90	91	101%
	GOP 4.2.2	# of GBV survivors being supported by the program # de survivants de VBG pris en charge par le programme	40	11	27%

**GOP 4.1.1 : # of people trained or exposed to awareness-raising on SRHR # de personnes formées ou sensibilisées sur les SDSR**  
 Pendant l'année 2021, la composante santé de la reproduction a formé et sensibilisé un certain nombre de personne dans sa zone d'intervention

☞ **La formation** : Les actions de formation ont concerné 1 538 personnes dans différents domaines, à savoir :

- 178 partenaires communautaires ont été renforcés sur les notions de base de la SR et le dialogue communautaire, sur 150 de prévus soit un taux de réalisation de 118,66%
- 219 dirigeants communautaire (Représentants du Haut Conseil Islamique, les Imams, les représentants de l'église catholique et protestantes) des régions de Bougouni, Mopti, Ségou et Tombouctou ont été renforcés sur les notions de base de la Santé de la Reproduction et le dialogue communautaire pour leur implication dans le processus de sensibilisation au niveau sur une prévision de 240 sur un taux de réalisation de 81,11%.
- 1 141 filles des cercles d'amies de Mopti, Bla, Ségou, Niono, Bougouni Yanfolila Kolondièba, Diré, Goundam, Niafunké et Tombouctou, ont été renforcées sur les notions de base sur la PF/SR, les techniques et le dialogue communautaire afin de leur permettre de prendre des décisions éclairées sur la santé sexuelle et reproductive à travers 05 séances de formation de 04 jours

☞ **La Sensibilisation à la Santé de la Reproduction** : Au total 10 754 personnes ont été sensibilisées à la santé de la reproduction. Ces activités ont porté sur l'instauration des sessions de dialogues communautaires entre les cercles d'amis (scolaires et non scolaires), les groupements de femmes, des filles, hommes et garçons. Le taux de réalisation de cet indicateur est de 304%. Ce taux/résultat s'explique par la formation et l'implication des partenaires communautaires (des

membres des cercles d'amis, facilitateurs) dans les activités de sensibilisation à l'intention de leurs pairs au niveau des régions de Mopti, Ségou et de Bougouni.

#### GOP 4.2.1 : # of health staff trained on SRHR skills provision

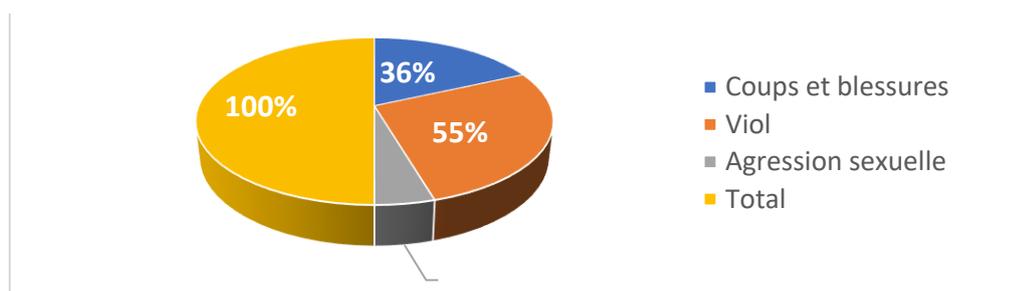
Sur une prévision des **90 personnes** de la santé à renforcer sur les compétences en SDSR, **91 prestataires** ont été soit un taux de réalisation de 101%. Les formations ont été faites dans les domaines suivants :

- ☛ **Technologie contraceptive/prévention des infections** : la formation a été dispensée à 17 prestataires cliniques dont 10 femmes et 07 hommes, voir *rapport de formation en ligne* : [Rapport PF BOUGOUNI.pdf](#)
- ☛ **Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et des Jeunes (En SSRAJ)** : une session de formation de 03 jours a été organisée dans les régions de Ségou, Mopti et Bougouni avec la participation de 55 personnes (dont 20 à Ségou, 16 à Mopti, et 19 à Bougouni). Ces différentes sessions ont permis aux participants de mieux comprendre les droits en santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes : Voir *rapport de formation SSRAJ en ligne* : [RAPPORTE SRAJ SEGOU.pdf](#), [Rapport Formation SSRAJ Bougouni Octobre 2021.pdf](#), [Rapport SSRAJ.pdf \(Mopti\)](#).
- ☛ **Dispositif Minimum d'Urgence pour la SR (DMU-SR)** : les participants au nombre de 19 étaient composés : de médecins chefs, des points focaux SR, des représentants du service local de Développement social et de l'économie solidaire «SLDSES», des représentants du service local de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille «SLPFEF», du représentant de direction régionale de la santé de Sikasso et le représentant de la protection civile et l'ONG partenaire CAEB. Cette formation d'une durée de **04 jours** a permis à ceux-ci de mieux comprendre l'importance de la Santé de Reproduction et le rôle des différents acteurs intervenant dans les réponses humanitaires (DMU-SR) afin de sauver des vies. A la suite de la session de formation les 03 districts sanitaires (Bougouni, Yanfolila et Kolondiéba) et la direction de santé de Sikasso ont élaboré chacun leur plan d'action en vue de rentabiliser/mettre en pratique les connaissances acquises. Voir *rapport de formation DMU de Bougouni en ligne* : [Rapport SR BOUGOUNI.pdf](#)

#### GOP 4.2.2 : # of GBV survivors being supported by the program

Le projet GEWEP III, dans le souci de prévenir, lutter et gérer les GBV, a mis en place dans les 04 régions d'intervention, **231 comités GBV composés 3 670 membres dont 44%** sont des femmes & filles. Les actions de renforcement dont ont bénéficié les membres des comités GBV leurs ont permis d'identifier 76 cas de VBG dont 70 ont été documentés. Les cas documentés (70) ont été gérés par les membres des Comités GBV parmi lesquels **11 ont été adressés** aux établissements de santé, le viol représente les 55%. Cf. graphique ci-dessous.

**Figure 1 : Taux par type de GBV**



#### Outcome level results

Outcome	Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
SRHR	GOC 4.1 % of people who retain their knowledge of SRHR after being exposed to awareness-raising	0%	65,35%	65,35%
	GOC 4.2 Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for SRHR			
	GOC 4.3 % Women of reproductive age who have their need for family planning satisfied with a modern contraceptive method	0%	95,98%	95,98%
	GOC 4.4 % of women aged 15-49 years who make their own informed decisions regarding sexual relations, contraceptive use and reproductive health care	0%	0%	

### GOC 4.1 : % of people who retain their knowledge of SRHR after being exposed to awareness-raising

Cette étude a été menée auprès de 101 adolescents jeunes âgés (es) de 14 – 17 ans des régions de Ségou, Mopti et Bouguni. Ce taux de 65,35%, s'explique que durant l'année 2021, les adolescents jeunes ont été sensibilisé (es) sur la SSR/PF et formé (es) en gestion de l'hygiène menstruelle et sur les notions de base de la SR et le dialogue communautaire.

### GOC 4.2 : Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for SRHR Changements dans les politiques, la législation, les programmes publics et/ou les budgets pour les SDRS

*Idem, GOC 2.3*

### GOC 4.3 : % Women of reproductive age who have their need for family planning satisfied with a modern contraceptive method

Le guide a été administré à 1 391 femmes et filles membres des VSLA, âgées de 15 ans à 49 ans. Selon les résultats, les besoins de 95,98% des femmes à l'âge de procréer sont satisfaits en matière de planification familiale par au moins une méthode contraceptive moderne. Ce taux élevé s'explique par le fait que le projet a créé non seulement le besoin chez les femmes à travers les campagnes de sensibilisation et les formations à l'endroit de la cible mais aussi a renforcé les prestataires cliniques des centres de santé sur des thématiques spécifiques (maternité à faible risque, soins post-avortement, supervision facilitante, dépistage du cancer du col de l'utérus...), et en DMU-SR et équipé les centres de santé en leur fournissant régulièrement des intrants (contraceptifs, médicaments et consommables), des kits et dispositifs médicaux (table d'accouchement, kit d'accouchement, kit d'insertion et retrait de DIU / implant, stérilisateur, etc.); etc.

### GOC 4.4 : % of women aged 15-49 years who make their own informed decisions regarding sexual relations, contraceptive use and reproductive health care

Le guide a été administré au même cible de GOC 4.3. Il ressort que les femmes soumises à cette question prennent seules leurs propres décisions en matière de santé et des droits sexuels et reproductifs, le taux de l'indicateur est 0%. Selon les femmes, dans notre culture, une femme mariée ne doit rien entreprendre sans avoir l'aval de son mari et du chef de ménage.

## 3.5. Resilience

### 📌 Output level results

Outputs related to		Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
Cereal bank (Mali)	GOP 5.1.1	# of cereal banks established by women's groups	8	35	437.5%
Pairing of VSLA network (DRC)	GOP 5.2.1	# of VSLA networks paired for resilience	0	39	

#### GOP 5.1.1 : # of cereal banks established by women's groups

Pendant l'année 2021, le projet GEWEP a subventionné 35 banques de céréales sur une prévision annuelle de **08**, soit un taux de réalisation de plus **de 400%**. Ce résultat est obtenu grâce à la faveur accordée par CARE Norvège d'utiliser le reliquat des fonds de 2020. Vu le contexte sécuritaire et sanitaire du pays (restriction des mouvements, abandon des champs à cause de l'insécurité, réduction des AGR, ...), l'équipe du projet a jugé nécessaire de mettre un focus sur la constitution des stocks de céréales en vue de prévenir la période de soudure (Juillet – Août – Septembre) qui est le moment crucial en termes de vulnérabilité alimentaire des communautés. Le montant total des banques s'élève à **33 688 475 F CFA soit 58 084 \$**. Ce financement a été assuré par :

- ☛ CARE/GEWEP II: 31 975 510 F CFA soit 55 130 \$ (subvention de 95%) ;
- ☛ Bénéficiaires : 1 712 965 F CFA soit 2 953 \$ (quote part 5%).

#### GOP 5.2.1 : # of VSLA networks paired for resilience

Durant la période, **39 réseaux villageois** (232 groupements VSLA jumelés) ont bénéficié des actions de résilience selon les critères d'éligibilité. Ces réseaux sont constitués de 232 groupements VSLA et renferment 5 642 personnes dont **5 384 femmes soit 95,43%, 219 filles soit 3,88%, 34 hommes soit 0,60% et 05 garçons soit 0,09%**. Pour plus de détail, par région et par membres de réseaux, cf. tableau ci-dessous.

**Tableau n° :** Situation des réseaux qui ont mené des actions de résilience

Régions	# réseaux villageois	# groupements	Nombre de membres des réseaux				
			Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total
Ségou	10	50	1 161	-	-	-	1 161
Mopti	17	82	2 079	22	-	-	2 101
Tombouctou	8	73	1 539	176	34	5	1 754
Bougouni	4	27	605	21	-	-	626
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>232</b>	<b>5 384</b>	<b>219</b>	<b>34</b>	<b>5</b>	<b>5 642</b>

#### Outcome level results

Outcome		Indicators	Target 2021	Actual 2021	% of deviation (Actual-target)/target
Resilient households	GOC 5.1	% of households that have experienced shocks and did not have long term negative impact	0%	12,42%	Source, étude de base
	GOC 5.2	Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for resilience	0	0%	0%
	GOC 5.3	# of households that benefit from resilience work	0	144	

#### **GOC 5.1 : % of households that have experienced shocks and did not have long term negative impact**

On qualifie de chocs ou crises économiques par un grand événement non planifié et non anticipé qui nécessite urgemment beaucoup d'argent pour y faire face ou pour s'en remettre. Par exemple, un enterrement, l'hospitalisation d'un membre du ménage, un incendie, une sécheresse, etc. L'accent est mis ici sur les événements qui fournissent des chocs économiques urgent et affectent le niveau de pauvreté du ménage. Ce guide a été administré aux chefs de ménages il ressort que 12,42% des cibles ont eu des impacts négatifs tels que : maladies, décès, inondations et sécheresse.

#### **GOC 5.2 : Changes in policies, legislation, public programs, and/or budgets for resilience**

Durant la période, il n'y a pas eu changement de politique, législation pour l'autonomisation des femmes et filles. Les femmes et les filles des groupes VSLA, les organisations faitières membres des coalitions, les hommes et garçons des coalitions, groupes de soutien et les leaders religieux et traditionnels, les communicateurs traditionnels, ont été informés et formés sur le contenu des politiques, législations, ... national et africain et international existant en faveur des femmes et filles. Il s'agit : cf. fichier joint :



Les%20instruments%  
20juridiques.docx

#### **GOC 5.3 : # of households that benefit from resilience work**

Il a été dénombré 144 ménages qui ont bénéficié d'un travail sur la résilience. Il s'agit des ménages évoluant dans les domaines de l'Agriculture (banque alimentaire et fourragère, production du soja et du sésame, élevage de caprins, volaille, embouche bovine et la transformation agroalimentaire).

Malgré qu'il ne soit pas un indicateur du projet, des initiatives d'actions ont été développées par l'équipe du projet dans ce domaine.

### **4. EXEMPLE D'EFFICACITÉ DES COÛTS**

#### **4.1. Financement des banques de céréales**

Les montants des subventions octroyées aux réseaux MJT sont fonctions de leur taille (nombre de membres). Les céréales sont payées pendant les périodes de récoltes (moins chers sur le marché). Ce qui coutera moins cher aux bénéficiaires (femmes des réseaux) au moment de la distribution.

## 4.2. Financement des microentreprises

Les subventions individuelles ou collectives des microentreprises sont octroyées sur la base de critères dûment établis, de l'analyse de la faisabilité, durabilité et de la rentabilité économique des projets soumis.

## 4.3. Tenue de rencontres

Depuis l'avènement de COVID 19 et des opportunités offertes par les communications virtuelles, certaines réunions d'équipe sont tenues virtuellement engendra une réduction des coûts de fonctionnement du projet.

## 5. REVIEW, RESEARCH AND EVALUATION

### 5.1. Etude d'évaluation d'impact des microentreprises financées par le projet gewep iii dans les régions de Ségou et de Mopti / Rapport Etude Microentreprise GEWEP VP 2021.docx

**Objectif :** Evaluer l'impact des microentreprises sur les conditions de vie socioéconomique des bénéficiaires

La mise en œuvre de cette étude a permis d'établir des évidences autour de quatre (04) dimensions à savoir les caractéristiques des microentreprises établies, l'apport des renforcements de capacité dans leur activité, la fonctionnalité et rentabilité des microentreprises et leurs impacts socioéconomiques. Il a été établi que 50% des microentreprises sont informelles et détenues de façon individuelle, dont la majorité sont analphabètes. Les microentreprises représentent 95% des sources de revenu des promotrices et contribuent à 60 à 80% des dépenses familiales.

Malgré que la majorité des enquêtés ont reçu une large gamme de formations sur la gestion des microentreprises, l'application de ces connaissances acquises n'est totalement effective. L'analyse des informations recueillies lors des entretiens révèle une adoption discontinue de certaines compétences reçues telles que la tenue des outils de gestion et le marketing auxquels il faudra veiller à la continuité.

La rentabilité et la fonctionnalité des microentreprises ont été prouvées à suffisance. Cependant, on observe que lesdites microentreprises ont toujours besoins d'assistance technique pour leur pérennité. Cependant, la gestion des aspects environnementaux reste limitée et cela à cause du manque de connaissances et compétences vis-à-vis de la protection et de la conservation de l'environnement.

Un accent particulier a été mis sur l'impact des soutiens accordés par GEWEP aux bénéficiaires. Un changement positif a été observé sur l'ensemble des microentreprises soutenues tant au niveau financier que social. Une satisfaction de l'environnement immédiat des microentreprises a été montrée notamment par les bénéficiaires indirects de ces activités.

### 5.2. Women (in vsla) respond to COVID-19 : Les Groupes d'Épargne Répondent au COVID19 au Mali / Rapport Final WOMEN RESPOND 2021 Round4 Mali (1).pdf

**Objectif :** Ecouter les femmes pour comprendre leurs besoins et la façon dont elles pourraient être mieux soutenues dans leurs propres initiatives. Women Respond vise à améliorer les réponses au COVID-19 à tous les niveaux en mettant les voix et les expériences des femmes au cœur de la réponse des acteurs au COVID-19

**Conclusions de l'étude :** les recherches et analyses ont fourni des informations pertinentes sur les aspects ci dessous :

- Les changements intervenus dans les domaines et la vie personnelle des participants depuis la mi-mars 2020 ;
- Les besoins critiques actuels des participants des VSLA/MJT ;
- Les principales façons par lesquelles les participants ont répondu au COVID ;
- Les adaptations apportées aux procédures de fonctionnement des VSLA / MJT ;
- Les impacts (positifs et négatifs) de la pandémie le processus d'épargne collective dans les VSLA / MJT ;
- Les changements apportés au processus de prêt dans les VSLA / MJT ;
- Les modifications apportées au fonds social dans les VSLA / MJT ;
- Les changements apportés au calendrier de répartition des fonds des VSLA / MJT ;
- Les changements intervenus dans l'acquisition de prêts auprès des partenaires externes
- Situation économique des participant-e-s durant la pandémie ;
- Situation du ménage en matière d'épargne ;
- Aide en espèces, en crédit ou en nature au ménage durant la pandémie ;
- La Charge de travail (travail de subsistance, travaux ménagers, travail de soins) ;
- La prise en compte de la voix des femmes par les décideurs ;
- Violence basée sur le genre (violence sexiste) dans la communauté ;
- Participation des femmes aux VSLAs ;
- Sécurité et participation politique des femmes

### 5.3. Etude de base

**Objectif :** *determiner les bases des indicateurs de GEWEP III / Lien : [DRT Mali 11032022.xlsx](#)*

## 6. CARE MARKER SCORES

Please submit your **latest** completed marker vetting forms for GEWEP with comments (not just the score, but also the comments): / Veuillez soumettre vos derniers formulaires de vérification des marqueurs pour GEWEP complétés et accompagnés de commentaires (pas seulement la note, mais aussi les commentaires) :

- Gender marker / [2021 Gender Marker A4 French GEWEP III 3062021.pdf](#)
- Governance marker / [Marqueur Gouvernance GEWEP III.pdf](#)
- Resilience marker / [Marqueurs Résilience.pdf](#)

A la lumière de l'actualisation de ces trois marqueurs à la date du 24/03/2022, il apparaît clairement que le projet est resté dans une cohérence totale avec les trois marqueurs dont les dernières mises à jour ont eu lieu, le 03/06/2021.

La régularité de cette analyse permet à l'équipe de garder le CAP sinon améliorer toujours ses approches d'intervention.

## RESULT EXAMPLE

« *Moussôw Ka Jigiya Ton (MJT) moteur d'inclusion sociale et économique* »

### Cas N°1 : Mme Konaté Konza KONE

#### Développement de l'esprit d'entreprise et autres opportunités commerciales promues pour les femmes (ODD 8.3 et ODD

Le projet a pour objectif de favoriser l'émergence de 61 950 femmes leaders dans la gestion des entreprises. Durant l'année 2021, 59 509 femmes et filles soit 96% des femmes et filles sont dans les groupes VSLA dans le souci et mettre en place ou d'améliorer la gestion leur émergence.

A travers les épargnes mobilisés (200 610 360 francs CFA), il a été octroyé plus de 82% (166 481 956 F CFA- des fonds épargnés aux membres des VSLA pour la mise en place des AGR/entreprises. Pour atteindre les objectifs assignés, le projet a renforcé les femmes /filles a :

- Sensibilisé les femmes à la notion d'entreprise ;
- Renforcé les capacités des femmes VSLA la gestion d'entreprise (Utilisation d'outils de gestion simples et fréquemment utilisés par les GMJT) ;
- Formé les femmes sur l'entrepreneuriat féminin
- Formé les femmes sur les compétences IGA / business

Durant l'année 2021, les groupements mise en place (2 810) ont épargné : 34 427 050 F CFA soit 59 357 \$ et donnés en crédits 25 382 375 F CFA 43 763 \$. A travers les crédits octroyés, et les appuis apportés par CARE, (formation en gestion, formation en entrepreneuriat, mise ne relation, ...) nous constatons une nette amélioration dans la gestion des entreprises/AGR de certaines femmes, tels que :

*Je me nomme Mme Konaté Konza KONE, j'ai 49 ans mère de six (06) enfants (Quatre garçons et deux filles). J'étais membre d'un groupement d'épargne et crédit de 43 membres. Auparavant nous utilisions nos emprunts dans des activités sans bénéfice et en*



*conséquence le remboursement posait problème ce qui gênerait beaucoup de conflits au sein du groupement. Dieu merci, en 2020 nous avons commencé à travailler avec le projet GEWEP III qui a scindé le groupement en deux pour une meilleure gestion. Depuis lors nous avons bénéficié régulièrement d'appui en termes de renforcement de capacité sur plusieurs thématiques à savoir : l'entrepreneuriat féminin, la gestion financière, etc. C'est grâce à ces renforcements, aux coaching de l'agent de GEWEP et les crédits octroyés auprès de mon VSLA que j'ai personnellement pu diversifier mes AGR. Grace à ses appuis mon petit commerce a commencé à fleurir car j'applique les outils de gestion qui m'aide à faire la part des choses (dégagement de ma marge bénéficiaire).*

*Les appuis n'ont permis de saisir d'autres opportunités telle que la participation à la foire d'exposition de Bamako (23 au 31 décembre 2021) et cela grâce aux soutiens de GEWEP. J'ai exposé mes produits grâce à un crédit de 175 000 F CFA octroyé auprès de mon groupement VSLA qui m'ont aidé dans l'achat et à la transformation de mes produits. J'ai exposé à la foire, les produits*

suivants : le miel, le beurre de karité, la pâte d'arachides, la poudre du dah, le savon, le maïs écrasé et le Soubala « cube Maggi traditionnel ». Au terme de cette foire, j'ai dégager une marge bénéficiaire de **389 000 francs CFA soit 671.68 \$**.

La foire de Bamako, a été une opportunité pour moi d'avoir des contacts avec d'autres personnes de l'intérieur (la Ministre de la Promotion des Femmes et celle du Développement Social) et de l'extérieur du pays.

### Cas N°2 : Kadiatou Samaké



Je m'appelle Kadiatou Samaké, je suis mariée et mère de trois enfants. J'habite à Sogola un village de la commune de Bougouni. Il y a une année j'ai intégré un groupement de femme dénommé « SANKÔRÔTA » qui a été mis en place à la suite d'une présentation des activités du projet PEF-GS par l'agent. Dès lors nous avons créé notre groupement d'épargne et de crédits en commençant par 150 francs CFA comme épargne hebdomadaire. Au début le paiement de cette cotisation m'a été difficile car je n'avais pas de source de revenu stable. Il faut comprendre que dans notre village la principale activité génératrice de revenu est la cueillette et la commercialisation des produits forestiers comme le Zanba, les noix de karité, etc. Cependant, j'avais des difficultés à mener ces activités comme les autres femmes du village parce que j'ai une mobilité limitée à cause de mon handicap au pied. Aujourd'hui, je rends Grâce à Dieu j'ai pu acheter une bicyclette pour faciliter mes mouvements grâce à un prêt

de 20 000 francs CFA accordé par mon groupement. Actuellement, je pars chercher les produits locaux dans la forêt et les revendent comme toutes les autres femmes du village. J'arrive à faire des bénéfices avec lesquels j'ai remboursé mon crédit. Aujourd'hui, c'est un sentiment de satisfaction qui m'anime parce que grâce à mon GMJT et au projet GEWEP, j'ai une source de revenu, j'ai connu mes droits que j'ignorais et je me sens utile pour ma famille ainsi que pour la communauté.

### Cas N°3 : Diversification des sources de production

#### Diversifier les sources de production agricole (agriculture, pêche, jardinage)

Les nouvelles sources de diversification de la production sont les suivantes :

- Les productions de la campagne 2021 sont
- Le Soja,
- Le sésame ;
- Le maraîchage

Les bénéficiaires sont les femmes des réseaux MJT de Bounouko et Badogo de la commune rurale Wassolou-Ballé cercle de Yanfolila.

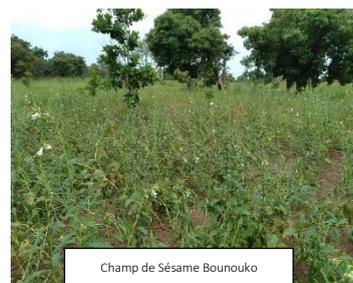
Au total, **97 personnes dont 85 femmes et 12 hommes** sont impliquées dans les activités de diversification de la production agricole.

#### Les objectifs :

La culture du Soja et du Sésame a pour objectif leur vulgarisation à des fins alimentaires pour le bien être sanitaire et économique des femmes afin de lutter contre la pauvreté ; cela est valable aussi le maraîchage qui améliore les régimes alimentaires, et corrige également les carences nutritionnelles.

#### Les avantages sur les bénéficiaires :

Le soja et le sésame sont consommés depuis des millénaires en Asie pour ses propriétés nutritionnelles et sa richesse en protéine végétales de qualité. Au Mali la croissance rapide de la population et les graves problèmes économiques sécuritaires ont influencé le niveau de vie des populations, modifié leurs habitudes alimentaires et entraîné du coup la malnutrition maternelle et infantile. A cette situation se sont ajoutés les effets néfastes du changement climatique qui ont fortement affecté la productivité agropastorale au Mali. Il devient dès lors impérieux d'initier des mesures d'adaptation agropastorales qui atténuent les crises alimentaires structurelles que vivent les populations. C'est pour ces raisons que GCOZA a initié le développement de la filière soja et sésame dans commune rurale de Wassolou-Balle au profit des réseaux MTJ, en vue de contribuer à l'atténuation des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes au sein des ménages vulnérables. Le développement du maraîchage dans les deux villages a permis d'augmenter les revenus à travers la vente des produits maraîchers d'une part et améliore la qualité nutritionnelle des populations et leur santé.



## Cas N°4 : Mme NIANG Fatoumata BOLLY

Lien : [Mme NIANG Fatoumata BOLLY \(002\).pdf](#)



### Cas du DTC du CCom de N’Gara (District sanitaire de Ségou)

Dr Diarra Moussa Adama est un médecin généraliste depuis 2013. Il a soutenu sa thèse de doctorat d’état en médecine dans un service de Gynécologie-Obstétrique du Mali.

Après ces études médicales, il a été DTC des CCom de Zambougou et actuellement de n’Gara. Malgré ses études médicales et ses expériences en gynécologie-Obstétricale, il n’avait pas encore les notions pour l’insertion et le retrait des méthodes contraceptives à longue durée d’action puisqu’il n’a pas reçu cette formation durant le cursus universitaire. Devant cette situation, il referait tous les cas de méthodes contraceptives à longue durée d’action aux autres collègues ou dans une autre structure de santé pour l’insertion et le retrait (le DIU et les implants).

C’est à l’issue d’un atelier sur le renforcement des capacités des prestataires cliniques sur la « technologie contraceptive et la prévention des infections » organisé par Care et ses partenaires en Novembre 2020 à Ségou, que Dr Diarra a eu les compétences pour offrir les méthodes contraceptives longue durée d’action. Actuellement, Dr Diarra insère en moyenne 6 cas de méthodes contraceptives de longue d’action par mois dans son centre.

Avec cet appui du projet GEWEP III, tous les services de planification familiale sont disponibles dans le centre de santé communautaire de N’Gara (district de Ségou). Ainsi, les femmes et filles n’auront plus à parcourir de longue distance pour bénéficier les services de PF, et sont surtout satisfaites de la qualité des services livrés.

Les impressions du Dr Diarra : « cette formation est arrivée à point nommé dans l’atteinte des objectifs personnels en termes de formation, mais aussi de ceux du centre pour les activités de la santé sexuelle et reproductive. Les services de PF sont maintenant accessibles et disponibles pour les clientes du centre et à tout moment. Ils sont aussi livrés par un personnel compétent et qualifié. Je remercie Care Mali et ses partenaires pour l’opportunité de nous perfectionner d’avantage dans l’atteinte de nos objectifs ».

### Temoignage de Amadou DEMBELE, Chef de SLSEDES de Kolondièba



La tenue de cet atelier (DMU/SR) qui vient combler un vide. Auparavant en cas de catastrophe ou d’urgence, on ne pensait pas à inclure la SSR dans nos activités de ripostes. Dans ma carrière, j’ai eu à gérer un conflit nos activités.

Entre un père, sa femme et sa fille qui avait eu une grossesse non désirée étant en terminal au Lycée. Le père ayant été au courant avait chassé sa femme et sa fille la nuit. Elles sont venues chez moi, je suis fait des alliés pour convaincre le père à accepter sa femme et sa fille en famille. Il a accepté. Après l’accouchement de la fille le père remis le bébé à la famille du garçon qui a enceinté sa fille. Et après son admission au baccalauréat je l’ai sensibilisé d’aller faire la planification familiale. Aujourd’hui elle a eu sa licence et devenue l’enfant Chouchou.

***NB:*** Argumenter vos impressions ou vos commentaires avec des exemples ou des données si possible

L’atelier de formation du DMU-SR a beaucoup augmenté ma capacité opérationnelle en tant que chef de centre des opérations et de secours et une ouverture pour la gestion des cas et même la Santé de Reproduction.

Que pouvez suggérer de plus à l’endroit de vos collègues ou les autres parties prenantes pour la mise en œuvre de ces documents DMU-SR?

Je conseillerais à mes collègues et autres acteurs intervenants dans les domaines de gestion des catastrophes de tenir compte de la SSR. la lutte contre les violences basées sur le genre doit être transversales également en cas de guerre ou de sinistre les femmes et les filles sont vulnérables et subissent des violences sexuelles pouvant provoqués des IST/SIDA, des grossesses non désirées avec des avortement clandestins, des infanticides ou des abandons d’enfants.



**Que pouvez-vous dire par rapport à la tenue de cet atelier (de formation du DMU/SR). Raconter largement vos impressions ou idées personnelles en essayant d'être précis le plus que possible.**

NB: Argumenter vos impressions ou vos commentaires avec des exemples ou des données si possible  
La tenue de cet atelier était nécessaire car les différents modules abordés ont permis de comprendre le DMU en SR, comment planifier; connaître les différents intervenants, et leur rôle, l'estimation des besoins en fonction de la cible surtout à travers les travaux de groupe et les jeux de rôle...

**Que pouvez suggérer de plus à l'endroit de vos collègues ou les autres parties prenantes pour la mise en œuvre de ces documents DMU-SR?**

Dès le retour dans nos services, nous mettrons en pratique les leçons apprises et les compétences acquises. Rechercher de financement pour l'exécution du plan d'action.

## 7. RISK MANAGEMENT

Supply updated risk matrix in Annex 1.

(Desks – please send 2020 version to Cos as the starting point to update). / [GEWEP III Risk des matrices 2021.xlsx](#)

La pandémie de coronavirus intervient dans un contexte déjà marqué par une situation humanitaire critique avec près d'un quart de la population malienne qui dépend de l'assistance humanitaire pour subvenir à ses besoins fondamentaux dans un contexte où les services sociaux de bases sont affaiblis aussi bien en nombre qu'en qualité des certaines zones affectées déjà par la crise sécuritaire. Selon le rapport DMT<sup>1</sup>, Décembre 2021, le nombre des personnes déplacées internes au Mali, s'élevait à 350 110 en 2021 dont 55% sont des femmes de 62 088 menages et les régions d'intervention du projet GEWEP III représentent 78,35% soit 274 339 personnes dont 124 451 femmes.

Les conflits intercommunautaires persistent encore dans certaines zones d'intervention du projet plus précisément au centre du pays avec un déplacement massif des populations vers les localités sécurisées.

[GEWEP III Report 2020 Risks Matrix - Mali](#)

Risks that have negative consequence on Cross-cutting issues:

### 7.1. Anti-Corruption

Dans le cadre de la lutte contre la corruption, le leitmotiv au niveau du Bureau Pays est "Tolérance Zéro" pour tout cas avéré. Cette mesure concerne aussi bien le staff de CARE que les ONG partenaires. Pour matérialiser la volonté de CARE à faire de cela une pratique, il a été inclus dans les contrats des partenaires des articles, pour prévenir des cas de corruption, avec des numéros et adresses mail pour dénoncer toute tentative. Ces articles figurent même dans les contrats des fournisseurs et autres prestataires. Aussi le Country Office dispose désormais d'un numéro vert gratuit pour toute dénonciation des cas de fraude, corruption, harcèlement et abus sexuels.

Au sein de l'équipe GEWEP, les réunions périodiques sont mises à profit pour attirer l'attention des équipes d'implémentation sur les exigences de CARE en matière de fraude, la présentation de la politique de CARE Mali ainsi que de CARE Norvège en matière de lutte contre la corruption. Ces séances ont permis de poursuivre l'information et la sensibilisation de tous sur ces thématiques. Le partage des informations sur les cas gérés par la direction et leurs conséquences pour les personnes concernées ont aussi été partagé pour que chacun comprenne l'ampleur et l'engagement dans la lutte. Dans tous les bureaux, un poster géant "FRAUD AWARENESS WEEK" est affiché afin d'attirer davantage l'attention du personnel sur la question. En marge de ces rappels, des missions de monitoring (Programmatique et financier) sont menées régulièrement auprès des partenaires afin de minimiser les risques. Les résultats des audits programmatiques et financiers sont partagés avec les équipes (y compris les partenaires comme acteurs clés de la mise en œuvre du projet sur le terrain).

<sup>1</sup> Source : [DTM DECEMBRE 2021.pdf](#)

## 7.2. Environment and vulnerability to climate change

De façon générale, le projet joue un important rôle dans la protection de l'environnement car les différentes formations et sensibilisations ont permis aux femmes MJT d'être suffisamment outillées sur les questions de l'environnement et des changements climatiques qui sont de nos jours très vitales pour la zone d'intervention qui n'est autre que le sahel. Parmi les activités et mesures de protection, on peut considérer entre autres :

- ☞ Le renforcement du leadership des femmes dans les associations et les réseaux dans la planification, le suivi et la réponse à la crise alimentaire dans leurs communautés à travers l'utilisation des outils d'analyse de la vulnérabilité des communautés face aux changements climatique (outil CVCA);
- ☞ La constitution des stocks de céréales subventionnées et sur fonds propres : Pour faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au sein des communautés, les réseaux et groupements MJT ont constitués 35 Banques de Céréales (subventionnées : en faveur 5 642 femmes & filles des communautés bénéficiaires ;
- ☞ Formation de 8 925 membres de la communauté aux mécanismes du système d'alerte précoce;
- ☞ Renforcement des capacités/compétences des femmes en technique de gestion de 7 666 membres de la communauté;
- ☞ Diversifier les sources de production agricole (agriculture, pêche, jardinage);
- ☞ 144 de ménages ont bénéficié de travail sur la résilience;
- ☞ L'initiative DESFER (Développement Economique et Social des Femmes à travers les Energies Renouvelables s'inscrit aussi dans ce sens.

En vue de ne pas nuire à l'environnement et réduire les risques liées aux changements climatiques, le DO NO HARM et les principes de prévention ont été considérés dans toutes les activités du projet en lien avec l'environnement.

## 7.3. Human Rights, including the rights of people with disabilities

Dans sa logique d'inclusivité et à travers les analyses genre rapide depuis un certain temps au niveau de Country Office, tous les projets/initiatives conçus prennent en compte désormais les questions de personnes vivant avec handicap. Afin de faciliter l'accès des bureaux aux personnes vivant avec handicap, toutes les entrées des différents bureaux de CARE au Mali sont dotés de rampe aux personnes vivant avec handicap.

Toutes les dispositions sont prises en amont pour éviter des discriminations de ces personnes vivant avec un handicap. Souvent CARE à travers GEWEP III procède même à une certaine discrimination positive en favorisant ces personnes vivant avec un handicap dans le cadre des bénéficiaires des financements/subvention de leurs micro entreprises/distribution alimentaire gratuite. A titre illustrative tous les projets de micro entreprises des femmes vivant avec un handicap au sein des groupements MJT ont été subventionnés.

## 7.4. Women's rights and gender equality

Les résolutions 1325 et 1820 sont pertinentes et nécessaires vu la situation sécuritaire du pays et surtout les zones d'intervention du projet. Ainsi durant l'année 2021, le Projet a multiplié ses efforts sur le renforcement des capacités des réseaux (anciens et nouveaux), pour que les femmes puissent cerner d'abord le contenu de ces résolutions et pouvoir s'impliquer de manière résolue à la construction de la paix et la cohésion sociale.

Pour ce faire l'année a été marquée par un certain nombre à l'endroit des alliances stratégiques (réseaux VSLA plus autres faitières évoluant dans la défense des droits des femmes et des filles). Ces ateliers ont porté sur les thématiques ci-après : résolution 1325 et 1820, conflit, paix, Réconciliation et justice transitionnelle, représentativité des femmes, plaidoyer, la contribution des groupements / réseaux MJT à la paix/cohésion sociale, et la prévention / gestion holistique des violences basées sur le genre et la réconciliation et la justice transitionnelle.

Au total 39 630 femmes et filles ont bénéficié des formations/orientations sur les thématiques cités ci-dessus. Des initiatives sont en cours dans le cadre de la refondation de l'Etat pour une forte implication des femmes dans les instances de paix et de réconciliation. Témoin, leur participation aux Assises Nationales de Refondation de l'Etat au niveau commune, cercle, régional et National.

## 7.5. Reporting and strengthening Feedback and Complain mechanisms

- a. Please describe and quantify all formal and informal feedback and complaint mechanisms managed by the program and accessible to the participants (e.g. # of suggestions boxes, # of green phone numbers, # of dedicated meetings with program participants, etc.)

De façon formelle, les rencontres trimestrielles, semestrielles et annuelles des ONG partenaires sont des cadres de redevabilité qui servent à l'ensemble des acteurs (CARE, ONG partenaires et représentants des bénéficiaires) de donner leurs perceptions sur l'implémentation des activités, les résultats atteints, les GAP/difficultés et du coup dégager de façon consensuelle en fonction des possibilités des suggestions/recommandations en vue de corriger les insuffisances.

Il en est de même pour les comités de pilotage/comité d'orientation dans le cadre des activités de la composante résilience autour de l'approche banque de céréales. Ce comité se réunit de façon semestrielle en vue d'analyser l'approche banque de céréales dans toutes ses dimensions (stratégies, visites des stocks, outils de gestion, échanges avec les bénéficiaires sur les effets/impacts/perception).

A la suite de ces analyses des suggestions/recommandations sont faites au projet (CARE et ONG), aux bénéficiaires et autres partenaires (services techniques, les élus, etc.). Une commission est chargée de suivre et d'évaluer la mise des recommandations/suggestions pour la prochaine rencontre du comité.

Au cours de la mise en œuvre du projet, toutes les activités conduites sur le terrain s'inscrivent dans une logique de redevabilité non seulement vis-à-vis des membres des organisations/réseaux VSLA, mais aussi vis-à-vis des autres partenaires/acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet.

Dans le souci de renforcer les partenaires sur la redevabilité envers leur propre base, la thématique bonne gouvernance a été transversale sur l'ensemble des composantes. Chaque rencontre ou cadre entre acteurs démarre par le rappel sur la bonne gouvernance (inclusivité, restitution, participation, égalité, équité, rôles et responsabilités...). Ces actions ont beaucoup éveillé les membres des OSC qui s'expriment aujourd'hui de façon libre et volontaire pour donner leur point de vue. Cas de la participation des femmes des VSLA aux assises Nationale, des rencontres d'interpellation avec les autorités politiques, administratives et coutumières, des rencontres au cours desquelles les réseaux VSLA des femmes remettent aux autorités des messages clés de plaidoyer (ex. dans le cadre des 16 jours d'activisme).

Un numéro vert vient d'être mis à la disposition des programmes/projets de CARE que l'équipe GEWEP pourrait utiliser en bon échéant dans le cadre de la redevabilité.

**7.6. Please report on feedbacks and complaints registered and managed:**

Type of mechanism / <b>Type de mécanisme</b>	# feedbacks or complaints registered in 2021 disaggregated by type (fraud, SEA, etc.) / <b># Nombre de réactions ou de plaintes enregistrées en 2021, ventilées par type (fraude, EES, etc.).</b>	# feedbacks and complaints registered in 2021 and solved within GEWEP in 2021 / <b># de retours d'information et de plaintes enregistrés en 2021 et résolus au sein du GEWEP en 2021</b>	# feedbacks and complaints registered in 2021 forwarded to stakeholders outside GEWEP (specify to whom) / <b># Nombre de réactions et de plaintes enregistrées en 2021 et transmises à des parties prenantes extérieures au GEWEP (précisez à qui).</b>	# feedbacks and complaints registered in 2021 and not yet solved (pending) / <b># feedbacks et plaintes enregistrés en 2021 et non encore résolus (en attente)</b>
Rencontres	3	3	0	0
Visite/suivi & monitoring	1	1	0	0

- b. Please assess the current feedback & complaint mechanisms (availability or level of figures in question b.; efficiency and accessibility of the mechanisms for the participants, etc.) and describe the concrete actions GEWEP or the CO will take in 2022 to ensure these figures will be available for the next annual report, to increase the number of feedbacks and complaints received or to improve the mechanisms.